

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MONTPELLIER**

**N°2100908**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

M. [REDACTED]

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

M. Nicolas Huchot  
Magistrat désigné

Le magistrat désigné par la présidente du tribunal,

Décision du 1er mars 2021

335-03

D

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 22 février 2021, M. [REDACTED], représenté par Me Teles, demande au tribunal :

1°) de prononcer son admission provisoire au bénéfice de l'aide juridictionnelle ;

2°) d'annuler l'arrêté du 21 février 2021 par lequel le préfet des Bouches-du-Rhône a prononcé une obligation de quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an ;

3°) d'enjoindre au préfet des Bouches-du-Rhône d'enregistrer sa demande d'asile et de lui délivrer une attestation de demandeur d'asile à compter du jugement à intervenir, sous astreinte de 200 euros par jour de retard ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de la loi du 10 juillet 1991.

Il soutient que l'arrêté :

- est insuffisamment motivé ;
- a été pris par une autorité incompétente ;

\*la décision portant obligation de quitter le territoire français :

- méconnaît l'article L. 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dès lors que le préfet a refusé d'enregistrer sa demande d'asile alors qu'il a exprimé ce souhait lors de son interpellation ;

- méconnaît l'article 8 convention européenne des droits de l'homme et le 7° de l'article L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

\*la décision fixant le pays de destination :

- est illégale dès lors que la décision portant obligation de quitter le territoire français est elle-même illégale ;

- est illégale dès lors que la décision portant obligation de quitter le territoire français est elle-même illégale ;
- méconnaît l'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme et l'article L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- \*la décision refusant d'accorder un délai de départ volontaire :
  - est illégale dès lors que la décision portant obligation de quitter le territoire français est elle-même illégale ;
  - est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation ;
  - la décision portant interdiction de retour sur le territoire français est entachée d'erreur d'appréciation et entraîne son inscription dans le dossier SIS Schengen.

Par un mémoire en défense, enregistré le 28 février 2021, le préfet des Bouches-du-Rhône conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- le règlement n° 604/2013 du 26 juin 2013 ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative.

La présidente du tribunal a désigné M. Huchot, premier conseiller, dans les fonctions de magistrat chargé du contentieux des mesures d'éloignement.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Huchot ;
- les observations de Me Teles, représentant M. [REDACTED], assisté de Mme Richardot, interprète.

Considérant ce qui suit :

1. M. [REDACTED], né en 1996 et de nationalité nigériane, déclare être entré irrégulièrement sur le territoire français en février 2021. A la suite d'un contrôle des services de police à la gare ferroviaire de Marseille le 21 février 2021, l'identité de M. [REDACTED] et son droit au séjour ont été vérifiés. Il a été placé au centre de rétention administrative de Sète et par une ordonnance du 25 février 2021, le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Montpellier a prononcé le maintien de l'intéressé en rétention administrative pour une durée de vingt-huit jours. Par un arrêté du 21 février 2021, le préfet des Bouches du Rhône a prononcé une obligation de quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an. M. [REDACTED] demande l'annulation de cet arrêté du 21 février 2021.

Sur la demande d'admission à l'aide juridictionnelle :

2. Aux termes de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée, relative à l'aide juridique : « *Dans les cas d'urgence (...), l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée soit par le président du bureau ou de la section compétente du bureau d'aide juridictionnelle, soit par la juridiction compétente ou son président* ».

3. En raison de l'urgence, il y a lieu d'admettre, à titre provisoire, M. Akharamé au bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

4. D'une part, aux termes de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *I.- L'autorité administrative peut obliger à quitter le territoire français un étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse et qui n'est pas membre de la famille d'un tel ressortissant au sens des 4° et 5° de l'article L. 121-1, lorsqu'il se trouve dans l'un des cas suivants : 1° Si l'étranger ne peut justifier être entré régulièrement sur le territoire français, à moins qu'il ne soit titulaire d'un titre de séjour en cours de validité ; (...)* ». Aux termes de l'article L. 742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *Lorsque l'autorité administrative estime que l'examen d'une demande d'asile relève de la compétence d'un autre Etat qu'elle entend requérir, l'étranger bénéficie du droit de se maintenir sur le territoire français jusqu'à la fin de la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande (...)* ». Aux termes des dispositions de l'article L. 742-3 du même code : « *Sous réserve du second alinéa de l'article L. 742-1, l'étranger dont l'examen de la demande d'asile relève de la responsabilité d'un autre Etat peut faire l'objet d'un transfert vers l'Etat responsable de cet examen. (...)* ».

5. D'autre part, aux termes de l'article 2 du règlement n° 604/2013 du 26 juin 2013 du parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride : « *Aux fins du présent règlement, on entend par: (...) c) «demandeur», le ressortissant de pays tiers ou l'apatride ayant présenté une demande de protection internationale sur laquelle il n'a pas encore été statué définitivement ; (...)* ». Aux termes des dispositions de l'article 3 du même règlement : « *1. Les Etats membres examinent toute demande de protection internationale présentée par un ressortissant de pays tiers ou par un apatride sur le territoire de l'un quelconque d'entre eux, y compris à la frontière ou dans une zone de transit. La demande est examinée par un seul Etat membre, qui est celui que les critères énoncés au chapitre III désignent comme responsable. / 2. Lorsque aucun Etat membre responsable ne peut être désigné sur la base des critères énumérés dans le présent règlement, le premier Etat membre auprès duquel la demande de protection internationale a été introduite est responsable de l'examen (...)* ». Aux termes de l'article 18 du même texte : « *1. L'Etat membre responsable en vertu du présent règlement est tenu de: (...) d) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre. (...)* ». Aux termes de l'article 24 du même règlement : « *1. Lorsqu'un Etat membre sur le territoire duquel une personne visée à l'article 18, paragraphe 1, point b), c) ou d), se trouve sans titre de séjour et auprès duquel aucune nouvelle demande de protection internationale n'a été introduite estime qu'un autre Etat*

*membre est responsable conformément à l'article 20, paragraphe 5, et à l'article 18, paragraphe 1, point b), c) ou d), il peut requérir cet autre État membre aux fins de reprise en charge de cette personne. / Par dérogation à l'article 6, paragraphe 2, de la directive 2008/115/CE (...), lorsqu'un Etat membre sur le territoire duquel une personne se trouve sans titre de séjour décide d'interroger le système Eurodac (...), la requête aux fins de reprise en charge (...) est formulée aussi rapidement que possible (...) 4. Lorsqu'une personne visée à l'article 18, paragraphe 1, point d), du présent règlement dont la demande de protection internationale a été rejetée par une décision définitive dans un État membre, se trouve sur le territoire d'un autre État membre sans titre de séjour, ce dernier État membre peut soit requérir le premier État membre aux fins de reprise en charge de la personne concernée soit engager une procédure de retour conformément à la directive 2008/115/CE. / Lorsque le dernier État membre décide de requérir le premier État membre aux fins de reprise en charge de la personne concernée, les règles énoncées dans la directive 2008/115/CE ne s'appliquent pas ».*

6. Il résulte de la combinaison de ces dispositions que l'autorité administrative, lorsqu'elle entend s'opposer au maintien sur le territoire français d'un ressortissant étranger y ayant pénétré irrégulièrement sans demander l'asile en France mais après avoir présenté une demande d'asile dans un autre Etat membre, doit en principe décider son transfert aux autorités de l'Etat membre responsable de cet examen au sens des dispositions du règlement du 26 juin 2013. Il n'en va autrement que dans l'hypothèse où aucun Etat membre ne peut être regardé comme chargé de cette responsabilité en vertu des critères posés par le paragraphe 2 de l'article 3 ou par les articles 8 à 15 de ce règlement ainsi que dans l'hypothèse, prévue par les dispositions du 4 de l'article 24 du règlement du 26 juin 2013, dans laquelle il est loisible à l'Etat membre sur le territoire duquel se trouve l'étranger dont la demande de protection internationale a été rejetée par une décision définitive et susceptible de faire l'objet d'une réquisition de reprise en charge au titre du d) du 1 de l'article 18 du règlement du 26 juin 2013, d'édicter, en lieu et place de cette mesure, une obligation de quitter le territoire. Cette dernière possibilité n'est toutefois ouverte, en vertu de ces mêmes dispositions, que si l'Etat membre concerné n'entend pas requérir l'Etat membre susceptible de reprendre en charge la personne concernée.

7. Pour décider d'obliger M. [REDACTED] à quitter le territoire français sur le fondement du 1° du I de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, le préfet des Bouches du Rhône s'est fondé sur la circonstance que l'intéressé était entré irrégulièrement sur le territoire français et ne disposait pas de titre de séjour et précise que la demande d'asile n'est intervenue que le 22 février 2021 alors qu'il était en rétention administrative. Toutefois, il ressort des pièces du dossier, et notamment du procès-verbal d'audition par les services de police le 21 février 2021, d'une part que M. [REDACTED] a indiqué lors de son interpellation avoir fait une demande d'asile en Italie, laquelle aurait été rejetée selon les déclarations de l'intéressé et d'autre part que la consultation du fichier Eurodoc le 21 février 2021 à 12h49, soit avant l'édiction de l'arrêté attaqué, a confirmé l'existence d'une demande d'asile en Italie le 31 octobre 2016. Cet Etat était dès lors susceptible d'être regardé comme responsable de l'examen de cette demande d'asile et pouvait dès lors, en application des dispositions du d) du 1 de l'article 18 du règlement, être requis en vue de reprendre en charge M. [REDACTED]. Si le centre de coopération de police et des douanes de Modane, saisi par le préfet des Bouches du Rhône le 21 février 2021 à 14h, a indiqué que M. [REDACTED] était inconnu des autorités italiennes, cette demande n'était pas de nature à informer le préfet du statut de la demande d'asile du requérant en Italie, et il ne pouvait dès lors pas considérer que sa demande d'asile aurait été définitivement rejetée par les autorités italiennes. Par suite, en application des stipulations et dispositions précitées, M. [REDACTED] ne pouvait faire l'objet d'une obligation de quitter le territoire français en application de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et est ainsi fondé à en demander l'annulation.

8. Il résulte de ce qui précède que la décision portant obligation de quitter le territoire français doit être annulée, ainsi que par voie de conséquence les décisions portant refus de départ volontaire, fixation du pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

9. Aux termes de l'article L. 512-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : *« Si l'obligation de quitter le territoire français est annulée, il est immédiatement mis fin aux mesures de surveillance prévues aux articles L. 513-4, L. 551-1, L. 552-4, L. 561-1 et L. 561-2 et l'étranger est muni d'une autorisation provisoire de séjour jusqu'à ce que l'autorité administrative ait à nouveau statué sur son cas. »*

10. Eu égard au motif d'annulation de l'arrêté attaqué et en application de l'article L. 512-4 précité, l'annulation de l'obligation de quitter le territoire français implique que le préfet des Bouches-du-Rhône, ou tout autre préfet territorialement compétent, réexamine la situation de M. [REDACTED] et lui délivre dans l'attente une autorisation provisoire de séjour valable jusqu'à ce que l'autorité administrative ait de nouveau statué sur son cas. Il y a lieu de lui enjoindre d'y procéder dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent jugement, sans qu'il soit besoin de prononcer une quelconque astreinte.

Sur les frais liés au litige :

11. Il n'y a pas lieu dans les circonstances de l'espèce de mettre à la charge de l'Etat le versement d'une quelconque somme au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de la loi du 10 juillet 1991.

D E C I D E :

Article 1<sup>er</sup> : M. [REDACTED] est admis, à titre provisoire, au bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Article 2 : Les décisions par lesquelles le préfet des Bouches-du-Rhône a obligé M. [REDACTED] à quitter le territoire français sans délai, a fixé le pays de destination et a prononcé une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an sont annulées.

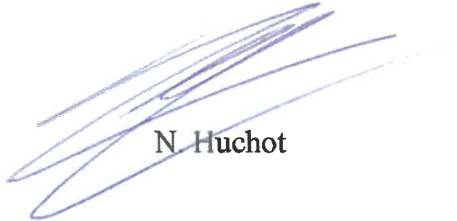
Article 3 : Il est enjoint au préfet des Bouches-du-Rhône, ou tout autre préfet territorialement compétent, de réexaminer la situation de M. [REDACTED] dans le délai d'un mois, et dans l'attente de lui délivrer une autorisation provisoire de séjour valable jusqu'à ce que l'autorité administrative ait de nouveau statué sur son cas.

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. [REDACTED], à Me Teles et au préfet des Bouches-du-Rhône.

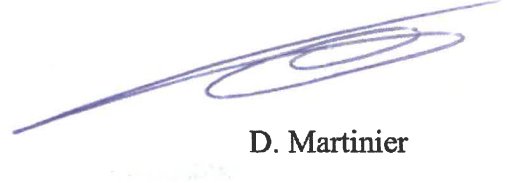
Rendu public par mise à disposition au greffe le 1er mars 2021.

Le magistrat désigné,

A stylized signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

N. Huchot

Le greffier,

A stylized signature in blue ink, featuring a large, prominent loop followed by a series of smaller, more intricate loops and a long horizontal stroke.

D. Martinier

La République mande et ordonne au préfet des Bouches-du-Rhône en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,  
Montpellier le 1er mars 2021

Le greffier,

A stylized signature in blue ink, similar to the one above, with a large loop and a long horizontal stroke.

D. Martinier